

**Transports publics:
en route vers
la gratuité**

2



**Une démocratie au nez long.
Ou lorsque les autorités
n'hésitent pas à mentir**

3



**Le masque
de protection,
un révélateur**

4

COVID-19

Que nous apprend cette pandémie?

Cette pandémie qui nous affecte encore a provoqué une sidération sociale importante. Il est temps d'en tirer quelques enseignements pour l'avenir.

Il est important de bien saisir que ce Covid-19 se moque des classes sociales, et c'est pourquoi il nous fait si peur. Il ne nous a pas été amené par des demandeurs d'asile tentant d'échapper à la guerre au Moyen-Orient. Ni par ceux qui, ne voyant aucun futur chez eux, sont prêts à entreprendre un voyage périlleux à travers l'Afrique, en sachant le risque majeur de mourir en Mer Méditerranée. Non, il a bien été véhiculé par les grands commis des États ou les cadres des multinationales (et par les touristes du premier monde), qui ont transformé une épidémie en Chine en pandémie.

C'est un premier enseignement à tirer: le mode de production globalisé, imposé par le système néolibéral, non seulement crée du chômage ici, en délocalisant là où le coût du travail est meilleur marché et la protection sociale des travailleurs tout comme celle du climat souvent inexistantes. Mais ce mode est aussi la source d'un risque sanitaire conséquent pour tous. Et l'on commence à mesurer aujourd'hui la crise sanitaire et économique qui en découle.

Impréparation et sous-évaluation

Cette pandémie a eu du mal à être reconnue comme telle. En effet, sa gravité a été sous-évaluée par l'OMS puis les gouvernements: elle nous a pris «comme par surprise». En fait, et c'est un deuxième enseignement de cette crise, on doit admettre que très peu de monde croyait qu'une pandémie virale puisse réellement toucher le premier monde. On n'a pas vraiment tiré les leçons de la pandémie du H1N1 de 2009, parce qu'elle s'est heureusement avérée moins grave et qu'un vaccin a été rapidement disponible. Dès lors, on a vécu dans l'arrogance typique de notre société de consommation, pensant que cela était réservé aux autres, ceux du Tiers-Monde, victimes récurrentes d'épidémie de rougeole, de méningite, d'Ebola ou de dénutrition sévère en particulier à la période de «soudure» dans l'Afrique subsaharienne, pour ne citer que quelques exemples.

Depuis 50 ans, dans nos pays, on a davantage pensé la santé publique au mieux en termes de déterminants sociaux, au pire en termes de comportements individuels. Sur ces derniers étaient ciblées les campagnes de promotion de la santé et la prévention. C'est d'ailleurs frappant de remarquer, et c'est peut-être le troisième enseignement à tirer, que la Santé publique (représentée en Suisse par l'OFSP) a toujours été négligée par la majorité



Le service public et parapublic s'est révélé le seul apte à gérer adéquatement une telle crise.

politique de nos pays comme organe assurant une bonne santé pour tous. Ceci en n'y voyant qu'une source d'entrave à la liberté individuelle et allant même jusqu'à refuser encore récemment de mettre un cadre légal fédéral clair à son action. On a toujours davantage privilégié l'organisation des soins que la préservation de la santé. D'ailleurs, on parle de la santé comme d'un marché, qui, soit-dit en passant, s'avère fort lucratif pour certains.

Une dépendance mortifère

Par ailleurs, la crise du Covid-19 a mis en évidence notre dépendance en matière d'intrants sanitaires, mais aussi le peu de stock en Suisse (et en Europe) pour faire face à une crise aiguë. Et c'est le quatrième enseignement de cette pandémie: plus de 80% des médicaments proviennent de Chine ou d'Inde. Sans oublier les masques chirurgicaux et les blouses de protection ou même le gel hydroalcoolique qui sont fabriqués à l'étranger. Et cela au nom de la rentabilité des entreprises multinationales. Il y a eu un vent de panique, mais le savoir-faire étant là, quelques entreprises européennes ou suisses ont pu produire du matériel de protection sanitaire.

Il en va différemment des médicaments. Pourtant cette situation était connue. Depuis quelques années, les pharmaciens et médecins, mais aussi les services de l'OFSP ont alerté les autorités, qui sont restées sans réaction face aux lobbys des pharmas. Ces derniers ont continué à engranger des bénéfices colossaux, sans se préoccuper des carences récurrentes en vaccins pour les enfants, en médicaments

essentiels mais anciens, se consacrant davantage au marché lucratif des anticancéreux de nouvelle génération vendus à des prix exorbitants.

Système de santé stigmatisé

Un autre élément important de la pandémie est la vision que l'on a du système de santé. Encore décrit il y a quelques mois (et glorifié maintenant!), il était source de coûts à contrôler par le management, voire même remplacé par la technologie. On prônait un report des coûts sur les patients-consommateurs, une volonté affichée de réduction des lits d'hôpitaux (qui ont diminué de moitié en une dizaine d'années) et la glorification des interventions ambulatoires. On a pu voir qu'il a tenu le choc de manière très variée en Europe, et l'on redécouvre que ce système de santé est d'abord tributaire de soignants empathiques et conscients de leur tâche essentielle. Peut-être même, est-ce parce que les réductions des budgets de santé ont été moins drastiques en Suisse que dans nos pays voisins du sud-ouest, que l'on s'en sort mieux?

Mais il faut bien admettre que c'est essentiellement le secteur public et parapublic qui est au front dans cette pandémie. En réalité il s'est révélé le seul apte à gérer adéquatement une telle crise. Tel est le cinquième enseignement: le secteur privé peut le secondariser subsidiairement. Et l'on voit que les pays européens qui, sous pression budgétaire, ont limité le plus les services de soins publics sont aussi ceux ayant eu le plus de peine à gérer cette crise. Et où la population a payé le plus lourd tribut (France,

Espagne, Italie). Là aussi, les signaux étaient clairs comme en témoignent les grèves dans le secteur des urgences médicales en France qui ont jalonné 2019 et 2020.

Poser des limites

En conclusion, cette pandémie met le doigt sur certains dysfonctionnements que nous ne cessons de dénoncer depuis de nombreuses années. La globalisation et le mode de production et de consommation imposés par le néo-libéralisme ne mettent pas seulement à mal notre planète et la santé des travailleurs, mais font également courir un risque sanitaire global. Il est temps de pouvoir mettre des limites. Cette pandémie doit nous rendre plus humbles et faire prendre conscience à l'humain de sa place sur cette planète. Pour une fois, certains pays africains (et d'autres du Sud), qui ont le moins de liens avec le monde globalisé, s'en sortiront-ils mieux? S'il est prématuré de l'affirmer, cela pourrait toutefois constituer un enseignement significatif.

Il est important de renforcer l'Office fédéral de la santé publique de manière à mieux orienter le Conseil fédéral sur les priorités de santé, en termes de promotion de cette dernière, de prévention des maladies et pas seulement s'axer sur les seuls traitements curatifs. Il faut renforcer les lieux de soins publics en cessant la course aux moindres coûts. Mais aussi en axant les dépenses sur les soins les plus appropriés. La médecine privée stationnaire et ambulatoire doit être mieux encadrée pour répondre aux mêmes impératifs. Il faut ainsi sortir la santé de la logique de marché.

Il semble impératif de mieux contrôler la recherche médicale et de trouver une manière de relocaliser la production des médicaments dans chaque continent. Il serait judicieux de taxer les bénéfices des entreprises multinationales (et/ou les dividendes de leurs actionnaires) à 80% comme source de financement pour sortir de la crise économique qu'elles ont indirectement provoquée. C'est ce qui a été fait au sortir de la guerre 39-45 en Europe, aux Etats-Unis, et pendant toutes les Trente Glorieuses (1945-1973), période d'expansion économique et pas de récession. On pourrait enfin réfléchir au fait que les multinationales pharmaceutiques puissent être obligées de verser une partie de leurs gains. Cela pour renforcer, sans droit de regard sur les champs d'étude, la recherche médicale fondamentale faite dans nos universités. ■

Bernard Borel

Edito

Rebondir après la crise

La crise du coronavirus nous touche toutes et tous, et pourtant, elle nous atteint de manière très inégale. Elle est porteuse d'inégalités parce que les problèmes sont très différents selon l'âge, l'état de santé, la situation familiale ou professionnelle. On a beau dire que les catastrophes sont «naturelles», leurs conséquences sont généralement sociales, et le coronavirus n'y fait pas exception. Faire du télétravail, se confiner tout en maintenant son revenu et son réseau social, accéder aux informations et aux aides: toutes ces possibilités sont inégalement réparties.

Cette crise est donc sociale, et appelle à des réponses sociales. Elle appelle à renforcer la protection contre le chômage et la maladie; à revaloriser les professions des soins, de l'éducation et de l'alimentation.

Cette crise est porteuse d'inégalités, et elle est aussi porteuse d'alternatives et de solidarités nouvelles. L'impact sur la mobilité a été évident, et doit permettre des changements sur le long terme: en faveur de l'économie locale et de la mobilité douce. Même la Confédération a développé un embryon de protection contre le chômage des indépendants, une ébauche d'assurance perte de gain en cas de maladie, un timide soutien aux crèches et garderies. Les milieux patronaux réclament la reprise de la production comme si rien ne s'était passé. Le Conseiller fédéral Ueli Maurer quant à lui promet des mesures d'austérité pour compenser les soutiens aux ménages et aux entreprises. Mais nous refusons que l'activité reparte en laissant une partie des citoyens et citoyennes sur le pavé.

Cette crise a aussi mis à mal la démocratie. Non seulement les parlements n'ont pas pu se réunir, mais surtout, les réunions d'associations, les espaces de rencontre et de solidarité ont été fermés. Pour que la reprise soit sociale et solidaire, il importe qu'elle soit aussi démocratique.

Dans cette logique, le POP vous appelle à participer à son sondage lié aux conséquences de cette crise. Quelles sont les personnes les plus en difficulté, et comment les aider? Votre voix permettra d'identifier à la fois les principaux enjeux, mais aussi d'ouvrir le débat sur les solutions à développer. Ce débat, nous pourrions le relayer, partout où nous sommes: dans les parlements communaux, cantonaux et fédéraux, dans les municipalités. Et bientôt, nous l'espérons, dans la rue!

Céline Misiego

Sondage à remplir sur: popvaud.ch/sondage-coronavirus

MOBILITÉ

Transports publics: en route vers la gratuité

Le 10 mars dernier, les députés socialistes et Verts ont refusé, avec la droite, l'initiative parlementaire du POP Vaudois en faveur de la gratuité des transports dans notre canton. La lutte continue.



Le POP Vaud estime que la gratuité des transports publics représenterait une surcharge de 230 millions pour le budget de l'État.

Flugzüge

Longtemps reléguée au rang d'idée utopique, la gratuité des transports publics a fait son petit bonhomme de chemin. Toujours plus de villes l'appliquent, avec des résultats invariablement positifs. L'exemple le plus marquant est sans doute celui du Luxembourg, qui a appliqué la gratuité sur tout son territoire à partir du 1^{er} janvier 2020.

Dans notre canton, c'est le POP qui a le plus poussé en faveur de cette mesure, et ce depuis les années 90. En 2010, le Grand Conseil refusait une initiative parlementaire sur la gratuité du député popiste Bernard Borel. En 2016, les Jeunes POP Vaud déposaient une pétition allant dans le même sens, munie de presque 4000 signatures, qui n'a pas abouti. Jusqu'ici, ni le Parti Socialiste ni les Verts, ne se sont montrés favorables à cette mesure.

Une avancée rejetée par le Grand Conseil

Le Grand Conseil s'est penché le 10 mars sur l'initiative parlementaire déposée en décembre 2018 par Vincent Keller du POP. Rejetée par les Verts, le PS ainsi que la droite, l'initiative a été pourtant bien accueillie par le Centre et les Verts libéraux. Preuve que les arguments apportés par le popiste ont su convaincre: effet positif pour l'environnement, désengorgement des centres-villes, soulagement du budget des ménages. Cependant, la question du financement reste le point d'ancrage. Cette mesure est-elle réalisable? Afin de répondre, regardons ce qui se passe ailleurs.

Le Luxembourg, qui a appliqué cette mesure, compte environ 600'000 habitants, soit 200'000 de moins que le Canton de Vaud. L'idée serait-elle donc applicable financièrement chez nous aussi? Avant de nous plonger dans les chiffres, voyons déjà ce que révèlent les études réalisées dans les villes qui ont appliqué cette mesure.

Efficacité prouvée de la gratuité

Les quatre plus grandes villes ayant instauré la gratuité totale sont Aubagne, Dunkerque et Châteauroux en France, ainsi que Tallinn en Estonie. Les études qui y ont été réalisées montrent qu'une hausse de la fréquentation allant de 15% sur un an à Tallinn à 150% sur trois ans à Aubagne a été observée. Par ailleurs, on constate qu'en un an la part de la voiture a diminué de 5% à Tallinn, que le trafic routier a baissé de 10% à Aubagne et que 50% des Dunkerquois disent avoir réduit leurs trajets en voiture. La gratuité est donc indéniablement efficace, car ces résultats auraient été impossibles à obtenir en si peu de temps avec d'autres mesures.

Lorsque l'on lit les commentaires sur les réseaux sociaux, ce sont les incivilités et la qualité du service qui inquiètent beaucoup les usagers. Or il ressort clairement des études que dans aucun cas les incivilités n'ont augmenté. Gratuité ne rime donc pas avec baisse de qualité. Au contraire, le taux de satisfaction augmente grandement dans toutes les villes où la gratuité a été appliquée.

La gratuité est finançable

Qu'en est-il du coût? Le POP Vaud estime que la gratuité en terres vau-

doises représente une surcharge de 230 millions pour le budget de l'État. Un coût aisément finançable par deux moyens. En premier lieu, une hausse de 1,9% de l'impôt sur les bénéfices des entreprises. Ensuite, une ponction de 130 millions prise sur le bénéfice réalisé annuellement par l'État de Vaud, qui est depuis plusieurs années largement bénéficiaire (140 millions en 2018).

Pourquoi ces deux sources? Tant les bénéfices des entreprises que ceux de l'État de Vaud ont sont issus de la richesse produite quotidiennement par les travailleurs et travailleuses de notre canton. Il est grand temps qu'une partie plus grande de la richesse que nous produisons nous revienne. La gratuité des transports publics se ferait ainsi un moteur de cette justice économique et sociale.

Pour une écologie populaire

Aux yeux du POP, la gratuité des transports publics constitue l'axe central d'une écologie populaire qui ne soit pas basée sur des taxes anti-sociales. Elle donne à tout le monde les moyens d'être écolo sans souffrir. Voici une mesure environnementale véritablement susceptible de défendre les intérêts vitaux de la population tout en contribuant à changer un système qui nous a conduit à la crise actuelle.

La grève du climat a mis la pression sur le Parti Socialiste et Les Verts. Malgré le refus de l'initiative parlementaire de Vincent Keller le POP poursuivra sa lutte! ■

Luca Schalbetter

VOTRE DÉCLARATION D'IMPÔTS
VOUS MET LA TÊTE AU CARRÉ ?



RETROUVEZ LE SOURIRE
À LA PERMANENCE D'IMPÔTS!

sans rendez-vous

prix accessibles
proportionnels aux revenus

De 16h00 à 19h00
les lundis de mai à juin

POP & GAUCHE EN
MOUVEMENT

Secrétariat POP Vaudois
Place Chauderon 5 — 1003 Lausanne
face à la Movida, au 2^e étage

021 312 06 76 — info@popvaud.ch — www.popvaud.ch

www.popvaud.ch | pop.vaud | @POPVaud
@pop_vaud | POP Vaud

DÉMOCRATIE

Une démocratie au nez long

Lorsqu'il s'agit de faire passer des réformes impopulaires, les autorités n'hésitent pas à mentir à la population pour faire avaler la pilule. Retour sur quelques votations marquantes de ces dix dernières années.

Les citoyens et citoyennes suisses sont appelés à se prononcer régulièrement sur de nombreux sujets. À chaque fois, les différents acteurs de la société débattent et offrent ainsi les arguments qui permettent à chaque personne de se positionner. Du moins en théorie, car souvent le manque de temps rend pratiquement impossible d'étudier le sujet dans les détails. Et la décision est prise en voyant des affiches ou sur quelques déclarations dans les médias. Mais est-ce que les autorités sont fiables pendant les votations? Quelques exemples permettent d'en douter fortement.

Justice à deux vitesses

En 2008, le peuple accepte de justesse (50,5%) la deuxième réforme de l'imposition des entreprises (RIE 2). Elle propose de nombreux cadeaux aux grandes entreprises, notamment la défiscalisation des dividendes. Le Conseil fédéral, par la voix de Hans-Rudolf Merz (PLR), n'annonce alors que 80 millions de pertes fiscales¹. 10 ans plus tard, le bilan est tout autre. Ce sont près de 7 milliards de pertes selon le Conseil fédéral, sans compter les pertes chaque année pour l'AVS². À la suite de la votation, en raison du score serré, le Tribunal fédéral reconnaît que les informations fournies aux électeurs étaient incorrectes, mais ne demande pas de nouvelle votation, considérant qu'Hans-Rudolf Merz a agi «de bonne foi».

Cette décision montre une justice à deux vitesses où une erreur de quelques francs est bien plus durement sanctionnée quand elle est commise par un travailleur ou un demandeur de l'aide sociale.

Loi sur le travail en trompe-l'œil

Les Suisses sont appelés à se prononcer sur une révision de la loi sur le travail en 2013. Cette dernière permet aux stations-service de vendre l'ensemble de leur assortiment toute la nuit, alors que jusque-



Les mises en scène du Conseil Fédéral servent souvent à cacher les faits.

Chancellerie fédérale suisse

là, seule la nourriture à emporter est autorisée. Les autorités disent clairement que ce changement ne va pas créer plus de travail de nuit. Christian Lüscher (PLR), à l'origine de la modification, s'y engage. Le peuple accepte la proposition, et quelques mois plus tard, le syndicat Syna dénonce l'explosion du nombre de shops ouvrant 24h/24³. Alors que le Conseil fédéral parle de 24 stations-service, ce sont au final une cinquantaine qui obtiennent les autorisations d'ouverture, détruisant ainsi toujours plus la vie sociale des travailleurs. Et M. Lüscher n'a jamais rien proposé pour rectifier la loi. Les élus peuvent s'engager comme ils le veulent, rien ne les oblige à tenir parole.

Assurance maladie, le temps de la combine

Face aux augmentations des primes d'assurance maladie chaque année, les électeurs suisses se prononcent sur une caisse maladie publique et sociale en 2007. Ils la rejettent à plus

de 71% suite à une des campagnes les plus malhonnêtes qu'ait connu la Suisse. Pascal Couchepin (PLR), conseiller fédéral du département fédéral de l'intérieur, promet que les primes d'assurance maladie n'augmenteront pas de plus de 2% pour les deux prochaines années⁴. La promesse est tenue, mais à quel prix? En 2010, le verdict tombe, les primes d'assurance maladie augmentent de 8,6% au niveau fédéral avec de grandes disparités selon les cantons. Les années 2008 et 2009 les caisses ont puisé dans leurs réserves afin d'obtenir artificiellement une hausse plus modérée⁵ et le rattrapage se fait les années suivantes. Cette combine sert à faire croire à une stabilisation des primes et que les problèmes rencontrés ne sont pas liés à la gestion de notre système de santé par le privé.

Au pays du grand mensonge sur l'AVS

L'un des sujets qui reviennent régulièrement en votation, c'est l'AVS. Cela fait longtemps que le Conseil

fédéral veut une réforme qui diminue les rentes et fasse travailler les gens plus longtemps. Mais de manière générale, les travailleurs s'y opposent. Pour mettre la pression, le Conseil fédéral noircit la situation des retraites en décrivant le système proche de la faillite afin de faire accepter ses réformes. C'est notamment le cas pour la 11^e révision de l'AVS rejetée en 2004 par le peuple. À cette époque, le Conseil fédéral annonce qu'en 2010, l'AVS entrera dans les chiffres rouges.

Un grand mensonge, car cette année-là, l'assurance sociale affiche même un excédent de 44 milliards, soit une erreur de plusieurs dizaines de milliards⁶. Cela montre que le gouvernement suisse a sa feuille de route, celle des grandes entreprises et que son but n'est pas d'appliquer ce que veut le peuple, mais de le forcer à l'accepter.

L'impasse de la RFFA

Les mensonges de la part des politiciens traditionnels ne sont pas

que des vieilles stratégies, puisque la droite et le PS y auront recours afin de forcer l'acceptation de la réforme fiscale et du financement de l'AVS (RFFA) en 2019. En effet, ils disent clairement sur leur site internet que ce projet de loi va «apporter une solution à ces deux dossiers importants (l'AVS et la fiscalité des entreprises)»⁷. Mais pourtant, moins d'un an après, le Conseil fédéral propose une nouvelle réforme des retraites avec notamment une augmentation de l'âge de la retraite des femmes et de la TVA. Cela montre que la RFFA n'est pas une solution pour garantir les rentes AVS sur le long terme. Même si le Conseil fédéral dit que cette dernière ne suffit pas à régler le problème de l'AVS, il sous-entend que cela empêchera une augmentation de l'âge de la retraite des femmes. Une nouvelle fois, les citoyens votent sur des mensonges.

Ce n'est pourtant pas une fatalité. Les jeunes de la grève du climat l'ont notamment compris. Ils ne souhaitent pas rester enfermés dans la politique institutionnelle, mais veulent reprendre les moyens de pressions qui ont fait la force de la classe ouvrière: les grèves et les manifestations. Comme Economie-suisse a ses entrées au Conseil fédéral, nous devons nous faire entendre par tous les moyens possibles, notamment par la rue. ■

Jordan Willemin

1 <https://ssp-vpod.ch/campagnes/campagnes-terminees/non-a-la-rie-iii/il-etait-une-fois-la-rie-ii/>

2 <https://www.rts.ch/info/economie/8314864-reforme-fiscale-l-ombre-des-7-milliards-oublies-de-2008-plane.html>

3 <https://www.rts.ch/info/suisse/5659691-le-syndicat-syna-denonce-l-explosion-du-nombre-de-shops-ouverts-24h-24.html>

4 <https://www.letemps.ch/primes-maladie-sortie-route>

5 <https://soziale-sicherheit-chss.ch/fr/artikel/retour-statistique-sur-les-20-ans-de-la-lamal/>

6 https://ssp-vpod.ch/site/assets/files/0/08/124/ssp_13_web.pdf

7 <https://avs-fiscalite-oui.ch/q-r/>

La vie politique durant le Covid

Témoignage de Karine Clerc, municipale POP-Fourmi Rouge à Renens

Du jour au lendemain, nous avons dû cesser nos activités courantes. Informer, sensibiliser, protéger. Avoir un discours, cohérent, suivre les informations du Canton et de la Confédération. Face à la crise, les politicien-ne-s aussi doivent s'adapter. Une crise telle que celle-ci, ce sont des enjeux humains avant tout. On n'est pas tous dans le même bateau, car on n'a pas tous les mêmes ressources, la même résistance au stress. Il fallait donc à la fois imaginer des réponses collectives, et des ajustements individuels. Atteindre tout le monde, organiser l'accueil de jour, les manifestations, les activités de l'administration, se coordonner avec le personnel et les partenaires. La Municipalité s'est organisée avec le CMS (Centre médico-social), pour contacter les personnes à risque, et

a pu s'appuyer sur l'aide des scouts, pour faire des courses ou acheter des médicaments. Mais aussi, mobiliser la CISE (commission d'intégration Suisses-étrangers) pour avoir des traducteurs.

Nous avons également créé un accueil pour les personnes sans-abris et les plus vulnérables, une belle collaboration au sein de la Municipalité, qui a rencontré la solidarité de nombreux et nombreuses bénévoles. La crise du COVID a aussi permis de faire de nouvelles rencontres, de sortir un peu de nos rôles et d'être créatifs. Parmi les belles rencontres, p. ex., une artisanne de Renens s'est réorientée vers la production de masques en tissu. Une belle preuve de réactivité! (Informations: sonia@labourgeoise-derenens.ch ou 076 397 12 13) Le travail législatif est mis en pause,



Karine Clerc, municipale de Renens.

momentanément. Nous avons été plongés dans l'action. Mais plus vite le travail parlementaire reprendra, mieux ce sera, car le conseil communal a aussi besoin d'y participer. Cependant, nombreux sont ceux et celles qui l'ont fait, par l'intermédiaire d'autres implications communales, et leur soutien est précieux. ■

Paru dans la *Fourmi Rouge*

Rencontre de fondation de la section
POP Riviera- Pays d'Enhaut

Mercredi 10 juin, 18h30



Au Café le Globe, Rue de l'Eglise Catholique 3
Montreux

Contact : cedric.marsens@popvaud.ch, 078 693 85 26

Impressum

Rédaction: Chauderon 5, 1003 Lausanne / Responsable: Christophe Grand / Téléphone: 021 312 06 76 / E-mail: info@popvaud.ch / Abonnements: info@popvaud.ch / CCP Résistance: 10-769952-7 / Maquette et mise en page: Solidaridad Graphisme / Corrections: Bertrand Tappolet

Ce journal vous a été envoyé gratuitement, si vous ne souhaitez plus le recevoir, merci de nous en informer à info@popvaud.ch

SANTÉ PUBLIQUE

Le masque de protection, un révélateur

La question du port du masque de protection contre le nouveau coronavirus a fait couler beaucoup d'encre depuis plus de deux mois.

Vous avez tous assisté à la lente évolution des positions de l'Office fédéral de la santé publique. Au début de la pandémie, il affirmait que le port d'un masque n'était pas souhaitable, inutile, voire dangereux, avec des arguments souvent sans aucune base scientifique, dictés par le souci de «masquer» le manque de stocks suffisant.

Triste constat que celui qui nous montre une autorité peu encline à remettre en question les choix économiques réalisés ces dernières années et leur impact sur notre santé. Reconnaître les conséquences de ces choix aurait permis de réquisitionner et d'orienter notre industrie textile vers la production de cet objet qui protège notre santé.

Haut les masques!

Au fil des semaines, sous le feu d'interrogations croissantes, la position des autorités fédérales a dérivé jusqu'à conseiller, voire demander, le port d'un masque d'une façon de plus en plus large. Un article scientifique daté du 28 avril 2020, révisé par le professeur Patrick Francioli, infectiologue au CHUV, relate une revue très complète de la littérature médicale concernant le port de masques dans l'espace public en cas d'infections respiratoires. Son titre, «Masques contre le COVID: une évidence», en dit long.

Cette protection avec des masques, même en tissu, confectionnés locale-



«Il n'y avait pas assez de masques, point à la ligne!» estime Silvio Torriani face aux tergiversations du gouvernement sur le sujet.

Xavier Donat

ment, a une capacité de filtration et donc de protection de toute manière, accompagnée d'autres mesures telles que la distance sociale et la désinfection des mains. Même la majorité des médecins vaudois, d'après un récent sondage de la Société Vaudoise de Médecine, est en faveur du port généralisé du masque.

Prévoir pour ne pas subir

Malheureusement, on a perdu un temps précieux pour des raisons qui méritent

une petite réflexion: comment se fait-il que notre système économique, privilégiant les délocalisations, la mondialisation, les flux tendus, empêche si fortement de se poser les bonnes questions? Nos autorités ont fait au mieux, mais quelle force incroyable que celle conduisant à garder ses œillères plutôt que de construire à partir des cartes que nous avons en main?

Il faut espérer que l'évidence actuelle de l'efficacité du masque pourra nous aider à faire face correcte-

ment aux futures situations de crise sanitaire qui nous attendent. Refaire des stocks suffisants, les entretenir, planifier leur distribution gratuite à la population en cas de besoin, voilà la tâche de nos autorités. Prévoir, c'est le rôle essentiel de toute autorité politique, de nos élus. Le reste n'est que cafoillages et demi-mensonges: il n'y avait pas assez de masques, point à la ligne! ■

Silvio Torriani

Paru dans la rubrique «L'Invité», 24Heures

SANTÉ PUBLIQUE

L'après-Corona passe par une taxe sur les grandes fortunes

En parallèle de la crise sanitaire du COVID-19, se profile une crise économique et sociale d'une ampleur exceptionnelle. Comme en 2008, nos dirigeants se voient forcés de faire appel à l'État pour sauver le secteur privé.

Après la crise sanitaire, la crise économique et sociale. Le Secrétariat d'État à l'économie (SECO) a récemment revu ses prédictions économiques: la récession sera plus profonde que prévu initialement, avec à la clé un taux de chômage qui pourra atteindre jusqu'à 7%. L'économie tourne au ralenti et les cantons les plus touchés ont très rapidement décidé de fermer les chantiers, voire toute la production non-essentielle pour le Tessin. Le 4 avril, la RTS indiquait que désormais un quart des actifs étaient au chômage partiel. Les témoignages des petits indépendants en difficulté se multiplient. Notre économie, dans son fonctionnement actuel, n'était pas préparée à faire face à l'imprévu. Cela est en grande partie dû aux politiques libérales des dernières décennies. Baisse du taux d'imposition des entreprises, privatisation du secteur de la santé et des autres services publics et bien d'autres ont affaibli les capacités de réaction de l'État.

La réaction de nombreux pays à la pandémie COVID-19 a démontré que la prétendue impossibilité d'intervention de



l'État dans l'économie n'était qu'un mythe. En quelques jours, Le Conseil fédéral a pu agir dans plusieurs secteurs, dégager beaucoup d'argent et imposer des règles strictes aux entreprises. Même chose ailleurs dans le monde: l'Espagne a nationalisé les hôpitaux privés, l'Italie une compagnie aérienne, et même aux États-Unis, une entreprise de la taille de General Motors a été contrainte de produire du matériel médical.

On le constate: sans une intervention des pouvoirs publics dans l'économie, pas de salut face à l'épidémie. Car il

est désormais clair qu'aucune «loi du marché» ne permet de réagir efficacement face à une situation où la vie d'êtres humains est en danger. Mais il ne faut pas se leurrer. Comme l'ont prouvé les dix années d'austérité qui ont suivi des mesures semblables prises en 2008 pour sauver le secteur privé, les libéraux aux commandes feront payer chèrement à l'ensemble de la population cette claquette que prend actuellement le mythe libéral.

Pour protéger le secteur privé en difficulté, la Confédération a promis de s'endetter à hauteur de 40 milliards de

francs. Une aide aux indépendants et aux petites entreprises est essentielle en temps de krach. Mais il faut dès à présent préparer la riposte face à la contre-attaque qui surviendra sitôt la crise passée. Car sans cela, on risque bien d'entendre le même couplet: «Notre pays est endetté et les caisses sont vides, il faut couper dans le social, la santé, l'éducation, etc.», toujours complété du refrain xénophobe: «Ce sont les étrangers qui sont la cause de tous les problèmes».

Pour le PST-POP, la Confédération doit mettre en place un plan de sauvetage de l'éco-

nomie, mais à condition que ce soit ceux qui ont profité des décennies de politiques libérales qui passent à la caisse. En Suisse, la richesse amassée par une minorité d'individus sur le dos de la population est telle, qu'une taxe unique de 2% sur l'entier de cette fortune rapporterait plus de 17 milliards de francs à l'État. De quoi sauver nos emplois et protéger les indépendants, les travailleurs et les familles en difficulté.

Pensons l'après-Corona. Le devoir du gouvernement et du parlement sera de réagir pour nous mettre à l'abri de ce genre de crises sanitaires et économiques. Une «Taxe Corona de solidarité» serait un signal fort, mais au-delà, elle devrait s'accompagner d'une politique économique au service du plus grand nombre: harmonisation de la fiscalité au niveau fédéral, augmentation de l'imposition des grosses entreprises et des holdings, nationalisation du système de santé (caisse maladie publique et unique, nationalisation des cliniques privées) et bancaire, extension des assurances sociales, etc. ■

Amanda Ioset

Paris Kyritsis

paru dans Gauchebdo

En bref

Lausanne

Au Conseil communal, le POP a repris le travail au sortir du confinement avec une belle réussite: le postulat de notre élue Laura Manzoni en faveur de l'instauration d'un 13ème salaire pour tous les employés auxiliaires de la Ville a été accepté. Par ailleurs, les élus et élues populistes ont interpellé la municipalité sur des questions liées aux conséquences de la crise du COVID-19 sur la population, notamment en ce qui concerne les inquiétudes quant au travail et au logement. Ils,elles proposent notamment que la ville instaure une amnistie en cas de non-paiement des loyers. ■

Renens

Même en temps de confinement, les élus du POP-Fourmi Rouge ont été très actifs au niveau local. Afin de participer aux efforts pour protéger les plus démunis, ils ont contribué activement à la création d'un accueil de jour et de cantine gratuite mis en place à l'initiative de l'élue municipale POP Karine Clerc et de son collègue socialiste Jean-François Clément. Hébergé par l'église Saint-François, l'abri offre des repas fournis par l'association Mère Sofia, mais également l'occasion d'avoir des contacts sociaux, denrée parfois rare et précieuse en temps de crise. ■

Riviera

Toute notre équipe a appris avec regrets la disparition du journal *Le Régional*. Les médias régionaux et locaux sont essentiels à notre démocratie, particulièrement dans la période actuelle. Ce sont des relais essentiels pour faire vivre le débat politique. Cette disparition révèle encore davantage la nécessité de garantir l'aide à la presse écrite et l'importance de soutenir les journaux tels que celui que vous tenez entre les mains! ■

Chablais

L'Office fédéral des transports a annoncé en février dernier que 3 lignes de bus devraient être supprimées dans le Chablais, parmi 33 considérées comme non rentables au niveau Suisse. Notre conseiller communal à Bex, Christophe Grand, estime que cette mesure serait contre-productive par rapport à la volonté d'agir en faveur de la baisse des émissions de CO₂ liées au transport. Il ajoute que la rentabilité ne devrait pas entrer en jeu lorsqu'il s'agit de développer le transport public, en particulier dans les régions périphériques. Notre conseiller national Denis de la Reussille est intervenu à Berne pour demander des explications au Conseil Fédéral. ■